

PROJET POUR L'AMELIORATION DE LA CONNECTIVITE, LA RESILIENCE ET L'INCLUSION  
LE LONG DU CORRIDOR ROUTIER MORA-DABANGA-KOUSSEURI « PACRI »

Financements – Crédits IDA

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET N° JAMI/MINTP/SG/DPEACRI-VRISPM/2025 DU JUIN 6 MARZO 2025  
POUR L'ARRIMAGE DES TEXTES DE SECURITE ROUTIERE AUX STANDARDS INTERNATIONAUX

1. Le Gouvernement de la République du Cameroun a obtenu un financement de l'Association Internationale de Développement, pour couvrir le coût du « Projet pour l'Amélioration de la Connectivité, la Résilience et l'Inclusion le long du corridor routier Mora-Dabanga-Kousséri dans la Région de l'Extrême-Nord ( PACRI-MDK ) », et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce financement pour effectuer les paiements au titre du contrat de Consultants pour « l'arrimage des textes de sécurité routière aux standards internationaux ».
2. Le PACRI dont la portée va au-delà de la mise en œuvre d'infrastructures de transports routier vise principalement (1) l'amélioration de la connectivité et des échanges internes et transfrontaliers avec la réhabilitation des tronçons en très mauvais état dont principalement Mora-Dabanga-Kousséri ; (2) l'amélioration de la résilience climatique des infrastructures ; (3) l'amélioration de la résilience et l'inclusion des populations riveraines à travers un meilleur accès aux services de base et aux opportunités socio-économiques.
3. Il est organisé autour de trois (03) Composantes à savoir :
  - Composante 1 : Travaux de réhabilitation et d'entretien des routes ;
  - Composante 2 : Amélioration des infrastructures communautaires dans les zones sélectionnées et les communautés d'accueil des réfugiés de la région de l'Extrême-Nord ;
  - Composante 3 : Renforcement institutionnel du secteur des transports.
4. Les Services de consultant (« Services ») consistent à :
  - identifier les textes internationaux en vigueur dans le domaine de la prévention et de la sécurité routières et applicables au Cameroun ;
  - relever les écarts ou les manquements des textes nationaux vis-à-vis des textes internationaux ;
  - Formuler les recommandations pour leur arrimage au standard international.
5. Le temps d'intervention du consultant, non compris le temps de validation des rapports par l'Administration, est de soixante (60) jours.
6. Le Ministre des Travaux Publics invite les consultants individuels (personnes physiques) qualifiés à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et expérience pertinente pour l'exécution des prestations (documentation, référence de prestations similaires avec preuves des prestations réalisées, expérience dans des missions comparables, etc.).
7. La présente mission sera réalisée par un Consultant individuel titulaire d'un diplôme universitaire de niveau Bac+4/5 avec une spécialisation en sécurité routière ; Une expérience générale d'au moins dix (10) ans dans le domaine des transports, dont cinq (05) au moins en sécurité routière ; Au moins deux (02) références dans le renforcement institutionnel du secteur des transports ; AU moins deux (02) références en analyses dans le secteur des transports, dont une (01) au moins en sécurité routière ; Au moins deux (02) références dans l'élaboration des textes réglementaires, dont un (01) au moins en sécurité routière ; Au moins une (01) référence en Afrique sub-saharienne et une (01) autre dans une autre région du monde. Le Consultant fournira des justificatifs pertinents des réalisations antérieures.

8. Il est porté à l'attention des consultants que les dispositions des paragraphes 3.14, 3.16 et 3.17 de la Section III du « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement des Projets d'Investissement (FPI) de la Banque mondiale, édition de septembre 2023 (« Règlement de Passation des Marchés relatifs aux règles de la Banque mondiale en matière de conflit d'intérêt ») sont applicables.
9. De plus, les Consultants seront sélectionnés selon la méthode de Sélection de Consultants individuels telle que décrite dans ce Règlement.

Les propositions à soumettre par les candidats seront évaluées en fonction des critères suivants :

**Qualifications : 20 points**

- Un diplôme universitaire de niveau Bac+4/5 avec une spécialisation en sécurité routière ;
- Une expérience générale d'au moins dix (10) ans dans le domaine des transports, dont cinq (05) au moins en sécurité routière ;

**Adéquation avec la mission : 70 points**

- Au moins deux (02) références dans le renforcement institutionnel du secteur des transports ;
- AU moins deux (02) références en analyses dans le secteur des transports, dont une (01) au moins en sécurité routière ;
- Au moins deux (02) références dans l'élaboration des textes réglementaires, dont une (01) au moins en sécurité routière ;

**Connaissance de la région : 10 points**

- Au moins une (01) référence en Afrique sub-saharienne et une (01) autre dans une autre région du monde.

**N.B. : bien vouloir fournir des justificatifs pertinents des réalisations antérieures.**

**10. Le dossier de manifestation d'intérêt du Consultant doit comprendre :**

- a. Une lettre de motivation datée et signée adressée à Monsieur le Ministre des Travaux Publics, mettant en évidence l'intérêt et la disponibilité du Consultant pour la mission ;
- b. Un Curriculum Vitae (CV) daté et signé, comportant les adresses du Consultant (boîte postale, téléphone, Email etc.). Le CV devra mettre en évidence les références et expériences du Consultant ;
- c. Des copies des diplômes, attestations et/ou certificat de travail et, tout autre document démontrant les aptitudes/qualifications des candidats ;
- d. Les dossiers de candidature doivent parvenir sous pli fermé, par courrier à l'adresse ci-après en trois (03) exemplaires dont un original et deux (02) copies au plus tard 14 jours après publication à quinze (15) heures, heure locale. Elles doivent être transmises avec la mention :

**11. Les personnes intéressées peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous, aux heures suivantes : entre 09 heures et 16 heures.**

**« Appel à Manifestation d'Intérêt pour l'arrimage des textes de sécurité routière aux standards internationaux».**

**A l'attention de Monsieur le Ministre des Travaux Publics  
Agence d'exécution de Projet : Cellule des Projets Routiers à Financement Conjoint,  
Sise à la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, à Yaoundé.  
Téléphone : (237) 666 00 39 34 ; E-mail : [csepr\\_badbm@yahoo.fr](mailto:csepr_badbm@yahoo.fr)**

Yaoundé, le 06 MARS 2025



PROJECT FOR IMPROVING CONNECTIVITY, RESILIENCE AND INCLUSION  
ALONG THE MORA-DABANGA-KOUSSENI ROAD CORRIDOR "PACRI"

Financing - IDA appropriations

0022

CALL FOR EXPRESSIONS OF INTEREST N° ~~0022/AMM/MINTP/SG/DPP/PACRI-VR/SPM/2025 OF 06 MAIS~~ 2025  
FOR SECURING ROAD SAFETY TEXTS TO INTERNATIONAL STANDARDS

1. The Government of the Republic of Cameroon has obtained funding from the International Development Association, to cover the cost of the "Project for Improving Connectivity, Resilience and Inclusion along the Mora-Dabanga-Kousséni road corridor" in the Far North Region, and intends to use part of the amount of this funding to make payments under the Consultancy Contract for "securing road safety texts to international standards."

The project whose scope goes beyond the implementation of road transport infrastructure is mainly aimed at (1) improving connectivity and internal and cross-border exchanges with the rehabilitation of sections in very poor condition, including mainly Mora-Dabanga-Kousséni; (2) improving the climate resilience of infrastructure; (03) improving resilience and inclusion of riparian populations through better access to basic services and socio-economic opportunities.

2. It is organized around three (03) Components:

- Component 1: Road rehabilitation and maintenance;
- Component 2: Improvement of community infrastructure in selected areas and refugee-hosting communities in the Far North region;
- Component 3: Institutional strengthening of the transport sector.

3. Consultancy Services ("Services") consist of:

- identify the international instruments in force in the field of road safety and prevention and applicable in Cameroon;
- to identify discrepancies or failures of national texts with respect to international texts;
- Formulate recommendations for their stowage to the international standard.

4. The consultant's intervention time, excluding the validation of reports by the Administration, is sixty (60) days.

5. The Minister of Public Works invites qualified individual consultants (natural persons) to express their interest in providing the services described above. The consultants concerned must provide information demonstrating that they have the requisite qualifications and relevant experience for the performance of the services (documentation, reference of similar services with evidence of the services performed, experience in comparable missions, etc.).

6. This mission will be carried out by an individual consultant with a Bac + 4/5 university degree with a specialization in road safety; General experience of at least ten (10) years in the field of transport, including at least five (05) in road safety; At least two (02) references in the institutional strengthening of the transport sector; At least two (02) analytical references in the transport sector, including at least one (01) in road safety; At least two (02) references in the development of regulatory texts, including at least one (01) in road safety; At least one (01) reference in sub-Saharan Africa and one (01) other in another region of the world. The Consultant will provide relevant evidence of past achievements.

7. It is brought to the attention of the consultants that the provisions of paragraphs 3.14, 3.16 and 3.17 of Section III of the "Procurement Regulations for Borrowers Requesting Financing of Investment Projects" (FPI) of the World Bank, September 2023 edition ("Procurement Rules for World Bank Conflict of Interest Rules") shall apply.
8. In addition, Consultants will be selected according to the method of Selecting Individual Consultants as described in this Regulation.

Proposals to be submitted by applicants will be evaluated against the following criteria:

**Qualifications: 20 points**

- A Bac + 4/5 university degree with a specialization in road safety;
- General experience of at least ten (10) years in the field of transport, including at least five (05) in road safety;

**Mission matching: 70 points**

- At least two (02) references in the institutional strengthening of the transport sector;
- At least two (02) analytical references in the transport sector, including at least one (01) in road safety;
- At least two (02) references in the development of regulatory texts, including at least one (01) in road safety;

**Knowledge of the region: 10 points**

- At least one (01) reference in sub-Saharan Africa and one (01) other in another region of the world.

N.B.: please provide relevant evidence of past achievements.

**9. The Consultant's expression of interest file must include:**

- a. A letter of motivation dated and signed addressed to the Minister of Public Works, highlighting the interest and availability of the Consultant for the mission;
- b. A Curriculum Vitae (CV) dated and signed, including the addresses of the Consultant (mailbox, telephone, email etc.). The CV should highlight the references and experiences of the Consultant;
- c. Copies of diplomas, attestations and/or work certificates and any other documents demonstrating the candidates' abilities/qualifications;
- d. Applications must be submitted in closed form by post to the following address in three (03) copies, one original and two (02) copies no later than 14 days after publication at 15 (15) hours local time. They must be transmitted with the indication:

**10. Interested persons can obtain additional information at the address mentioned below, at the following times: between 09 hours and 16 hours.**

**"Call for Expression of Interest in securing road safety texts to international standards."**

*For the attention of the Minister of Public Works  
 Project Execution Agency: Joint Financing Road Projects Unit,  
 Located at the Regional Delegation of Public Works of the Centre, in Yaoundé.  
 Telephone: (237) 666 00 39 34; E-mail: [csepr\\_badbm@yahoo.fr](mailto:csepr_badbm@yahoo.fr)*

Yaoundé, the 06 MARS 2025

